

Vers la création d'opérateurs de compétences

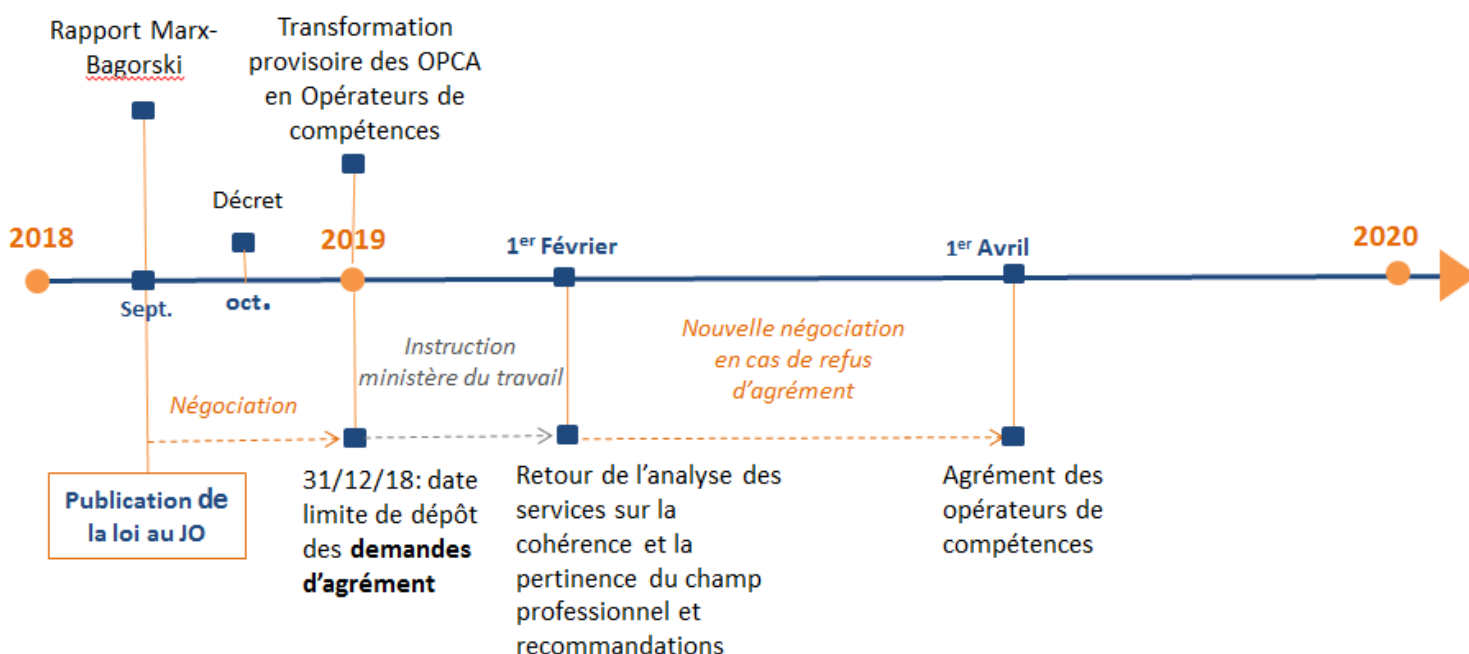
Cadre relatif à la procédure d'agrément

La présente note expose les orientations et les principes sur lesquels s'appuiera l'administration pour la mise en œuvre de la procédure d'agrément des futurs opérateurs de compétences. Elle sera complétée par des réponses aux questions recueillies pendant toute la période sur la boîte fonctionnelle : creationopco@emploi.gouv.fr

1/ Précisions sur le calendrier d'agrément et sur les obligations des signataires de l'accord constitutif de l'opérateur de compétences

1.1 Le calendrier général

Les opérateurs de compétences seront agréés au plus tard le 1^{er} avril 2019 sur le fondement des dispositions de l'article L. 6332-1-1 nouveau du Code du travail dans sa rédaction issue de l'article 39 de la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel.



Sont attendues dans la demande simplifiée établie **au 31/12/2018 les pièces justificatives suivantes** :

- L'accord de constitution de l'opérateur de compétences.
- Une note démontrant la cohérence et la pertinence économique du champ d'intervention de l'opérateur de compétences,
- Un schéma prévisionnel d'organisation opérationnelle de l'opérateur précisant les principes de gouvernance retenus et l'offre de service envisagée sur l'ensemble des missions définies à l'article L. 6332-1, dans la version en vigueur au 1^{er} janvier 2019 (alternance, appui aux branches pour la GPEC et la détermination des prises en charges du contrat d'apprentissage, appui aux missions de certifications professionnelles, service de proximité au bénéfice des petites et moyennes entreprises...). Ce document est accompagné d'une projection financière par branche adhérente sur le montant des contributions gérées (hors péréquation) portant sur la masse salariale 2020 visant à apprécier si le champ professionnel répond aux exigences des seuils posés par l'article L 6332-1-1. ;
- Les accords de branche désignant l'opérateur de compétences comme gestionnaire des fonds de la formation professionnelle et de l'alternance, si la branche n'est pas signataire de l'accord initial de constitution de l'opérateur (ces accords peuvent être produits après le 31 décembre 2018, en cas de refus de l'administration sur une demande initiale d'agrément).

Après le 31 décembre 2018 et jusqu'au 31 mars 2019, les opérateurs de compétences devront communiquer aux services de la DGEFP les pièces justificatives complémentaires utiles à l'agrément et au suivi de la structure : projets de statuts et/ou de règlement intérieur.

Procédure d'instruction et calendrier

A compter du 1^{er} janvier 2019, les services de la DGEFP instruiront les demandes d'agrément des opérateurs de compétences ayant été constitués et se rapprocheront des référents désignés par ces derniers pour toute question complémentaire ou, le cas échéant, pour anticiper l'information sur un avis défavorable concernant la participation d'une ou plusieurs branches à l'opérateur.

Dans le cas d'un **avis favorable sur la pertinence et la cohérence économique du champ d'intervention**, les services de la DGEFP avertiront rapidement les branches concernées de l'intention d'agrément de l'Etat, sous réserve de vérifications des autres conditions légales exigées (cf. 2). Dans ce cas, **l'agrément** de l'opérateur de compétences, pourra intervenir et être publié avant le 1^{er} avril 2019, mais ne prendra effet qu'à compter de cette date.

Dans le cas d'un **avis favorable sur une seule partie du champ professionnel**, les avis défavorables seront notifiés aux branches concernées, avec copie au référent de l'opérateur de compétence initialement désigné, accompagnés de recommandations afin de permettre aux partenaires sociaux de négocier de nouveau et désigner une autre structure, sous deux mois maximum. Pour les branches recueillant un avis favorable, les services de la DGEFP

avertiront rapidement les branches concernées de l'intention d'agrément de l'Etat, sous réserve de vérifications des autres conditions légales exigées (cf. 2). Dans ce cas, **l'agrément** de l'opérateur de compétences, pourra intervenir avant le 1^{er} avril 2019, mais ne prendra effet qu'à compter de cette date.

Dans le cas **d'une absence de désignation d'un opérateur de compétences par une branche** au 31 décembre 2018 (absence d'accord), les services de l'Etat désigneront l'opérateur de compétences lui correspondant et permettant de répondre à l'ensemble des critères mentionnés au II de l'article L. 6332-1-1 nouveau du code du travail. De fait, les arrêtés d'agrément qui seraient éventuellement pris avant le 1^{er} avril 2019 pourront être modifiés dans leur champ professionnel du fait de ces désignations complémentaires, réalisées par carence des branches.

De février 2019 à mars 2019 : réception des accords de branche désignant un opérateur de compétences, à la suite d'une décision de refus préalable de l'administration. Ces accords devront être accompagnés d'une note démontrant la cohérence et la pertinence économique du champ d'intervention professionnel de l'opérateur de compétences désigné.

1^{er} avril 2019 : la totalité des arrêtés d'agrément des opérateurs de compétences seront publiés. Ces arrêtés définiront, le cas échéant, à quel opérateur adhèrent les branches n'ayant pas désigné valablement un opérateur de compétences.

1.2 L'acte de constitution de l'opérateur de compétences

Cet acte constitue un accord interbranches permettant la constitution de l'opérateur. L'acte constitutif de l'opérateur de compétences doit obligatoirement mentionner les règles de composition et les modalités de fonctionnement du conseil d'administration et des éventuels organes chargés de la préparation et de l'exécution des décisions de gestion de l'organisme (assemblée générale, commissions spécifiques, sections paritaires professionnelles).

L'accord constitutif est un accord collectif qui doit faire l'objet de mesures de publicité et d'un dépôt, par la partie la plus diligente, auprès des services du Ministère du travail (rappel de l'adresse : depot.accord@travail.gouv.fr). Une copie est également adressée à la DGEFP, dans le dossier de demande d'agrément, accompagnée du récépissé de dépôt, afin de permettre son instruction.

Cet acte vaut également accord de désignation de l'opérateur de compétences pour chacune des branches du champ d'application de l'accord.

La validité de la désignation de l'opérateur de compétences dans l'accord constitutif s'apprécie branche par branche : l'adhésion d'une branche à un opérateur de compétences n'est donc actée que lorsqu'elle comporte la signature des organisations syndicales représentatives d'employeurs et de salariés de chacune des branches concernées dans les conditions de validité d'un accord de branche.

Il s'ensuit que pour être valide, l'accord doit recueillir au sein de chaque branche, l'accord des organisations syndicales représentant 30 % des voix des salariés des entreprises de la

branche. S'agissant des organisations patronales, l'accord doit être signé par au moins une organisation patronale représentative au sein de la branche concernée. Les règles d'opposition sont celles applicables aux accords de branche.

Si l'adhésion d'une branche à un accord constitutif fait l'objet d'une opposition, c'est l'adhésion de la branche qui est remise en cause, pas l'accord constitutif de l'opérateur en lui-même, sauf si cela porte une atteinte substantielle à l'intégrité et à la cohérence de l'opérateur de compétences (par exemple, la contestation d'une branche dans un accord comptant deux branches ou son impact sur l'atteinte des seuils de ressources gérées ou de nombre d'entreprises adhérentes).

La désignation de l'opérateur de compétences peut également intervenir par accord de branche isolé, en particulier, lorsque la branche n'était pas signataire de l'accord interbranches de constitution de l'opérateur. Dans ce cas, l'accord de désignation peut être succinct et se résumer à la mention expresse de désignation d'un opérateur de compétences, accompagné d'une note permettant aux services de l'Etat d'apprécier la pertinence de ce choix par la branche concernée.

Pour mémoire, il est possible d'agréer un opérateur de compétences pour une branche dont l'accord de désignation n'a pas encore été étendu, dès lors que cet accord respecte les règles de majorité.

Il est à noter que tout nouvel opérateur de compétences sera agréé sur la base de ces nouveaux actes constitutifs. Par conséquent, un accord de branche qui se référerait à l'accord constitutif d'un OPCA existant ou à ses statuts actuels, n'est pas valable.

2/ Précisions sur les critères de l'agrément

Chaque accord fera également l'objet d'un examen par les services de l'Etat au regard des critères mentionnés au II de l'article L.6332-1-1 nouveau du code du travail.

- L'appréciation du critère de gestion paritaire et la question de la participation des syndicats de salariés et des organisations patronales représentatives à l'opérateur de compétences de leur champ professionnel

Un conseil d'administration établi pour moitié de représentants de salariés et d'organisations d'employeurs constitue un critère suffisant pour attester de la gestion paritaire de l'opérateur de compétences. Le mode de désignation des membres et la composition des différents organes chargés de la préparation et de la mise en œuvre des décisions de gestion doit permettre de tenir compte de la diversité des branches professionnelles adhérentes et des signataires de l'accord constitutif de l'opérateur de compétences.

A cet effet, le montant des sommes gérées par branche ou le nombre d'entreprises/salariés peuvent constituer des repères utiles pour la détermination de la juste représentation au sein du conseil d'administration.

Il appartient aux partenaires sociaux de définir des règles de participation permettant de tenir compte de cette représentativité.

Pour favoriser l'efficacité des prises de décisions du conseil d'administration dans le cadre d'une gouvernance paritaire, il appartient aux partenaires sociaux d'utiliser ou non notamment l'une des possibilités suivantes :

- « sièges tournants » entre représentants de branches,
- organisation des représentations de certaines branches dans certains collèges, certaines commissions ou à l'assemblée générale et non au conseil d'administration,
- droit d'évocation et d'inscription à l'ordre du jour du conseil d'administration d'un opérateur d'un point (proposition de délibération) souhaité par une organisation non représentée au conseil d'administration, mais représentative au sein de sa branche...
- L'appréciation du critère de cohérence et de pertinence économique

Le rapport Marx/Bagorski a fourni des éclairages sur les notions de cohérence et de pertinence économique qui seront prises en compte par l'Etat. Ces notions seront d'abord appréhendées sous l'angle des métiers et des compétences, et donc au regard de la nature des interventions des opérateurs : *« la nature des activités, des métiers, les besoins de formations et de compétences doivent être un premier critère d'unité pour le champ d'un opérateur de compétences. »*

L'appréciation du périmètre d'intervention des opérateurs de compétences peut prendre en compte une approche multicritères et s'appuyer un faisceau d'éléments, tels que :

- La proximité des besoins de compétences entre branches, et la proximité des évolutions à venir en termes de ressources humaines (évolution technologique, impact numérique, transition écologique...);
- La structure en termes de niveaux de qualification des branches : part de main d'œuvre salariée qualifiée, ou à l'inverse avec un niveau de qualification inférieur ou égal au baccalauréat, proportion de cadres ;
- L'existence de certifications professionnelles communes, comprenant des blocs de compétences partagés ;
- L'existence de parcours et mobilités professionnelles entre les branches se rassemblant au sein d'un opérateur : le champ d'intervention de l'opérateur de compétences gagne à faciliter sur la durée, les parcours et les mobilités professionnelles internes et externes aux entreprises du champ ;
- Une logique de filière et ou de synergie amont-aval, caractérisée par la cohérence et la structuration d'une filière économique existante.

Un opérateur de compétences interprofessionnel peut se constituer sur la base d'un accord conclu par une seule organisation patronale représentative, à la condition que les éventuelles branches signataires de l'accord constitutif ou des accords de branche désignant cet opérateur constituent un champ d'intervention respectant le critère de cohérence et de pertinence économique.

- L'appréciation des seuils de contributions gérées et du nombre minimal d'entreprises

Une surface financière suffisante ou, par défaut, un nombre minimum d'entreprises adhérentes est nécessaire pour donner l'assise aux opérateurs de compétences et permettre la mutualisation des moyens et des expertises au profit des branches adhérentes.

Le niveau minimum de contributions gérées et le nombre minimum d'entreprises (toutes tailles confondues) seront précisés par décret et connus d'ici fin octobre.